

INVISIBILITÉ DU TRAVAIL

Femmes, sans-papiers : la résistance visible de travailleurs invisibles

*Roland Pfefferkorn**

LES TROIS ARTICLES QUI FORMENT CE DOSSIER ont en commun de rendre compte de quelques aspects de la situation de salarié-e-s dont la première des caractéristiques est d'être particulièrement vulnérables. En premier lieu parce que ces travailleuses occupent des emplois fragiles considérés en outre comme non qualifiés et relativement mal payés. Mais aussi parce que les catégories de travailleurs concerné-e-s sont majoritairement composées de femmes, d'immigrés, et singulièrement de femmes immigrées. Cependant ce n'est pas pour autant, malgré les difficultés, que les travailleurs et travailleuses de ces secteurs seraient obligatoirement passifs ou atomisés. Se retrouver pris dans des rapports de domination et d'exploitation particulièrement forts n'empêche pas, bien sûr à un certain nombre de conditions, que ces travailleurs arrivent à constituer des collectifs et à mener des actions communes de résistance, leur permettant de sortir de l'ombre. La puissance d'agir de ces collectifs est certes très variable, mais elle est manifeste dans les trois configurations décrites dans ces contributions.

Dans chacun des cas étudiés c'est la lutte qui permet à ces travailleuses et travailleurs de sortir de l'invisibilité, de rendre visible leur travail, de se rendre visibles vis-à-vis du mouvement ouvrier et de l'ensemble de la classe ouvrière, voire de s'y intégrer à travers la lutte, en un mot d'exister socialement et par voie de conséquence de travailler collectivement à réduire leur vulnérabilité.

C'est ce que montre le texte de Fanny Gallot consacré aux ouvrières de l'entreprise de lingerie de luxe Lejaby de Bourg-en-Bresse, bien que le thème de la résistance ou de la mobilisation des ouvrières ne soit pas central. Mais elles se mobilisent, certes tardivement, quand elles sont menacées de licenciements. Comme dans d'autres entreprises du même secteur ou d'autres secteurs, comme l'électroménager, touchés par des fermetures, les ouvrières défendent leurs emplois en mettant en scène les produits de leur travail, ici les soutiens-gorges. L'auteure souligne les manifestations de fierté des productrices et l'attachement de ces dernières au produit de leur travail. À travers leur mobilisation exhibant des soutiens-gorges géants, ces ouvrières rappellent à l'ensemble de la société que les articles de lingerie des marques de luxe sont aussi les produits du travail ouvrier, de leur travail. Car, au cours des dernières décennies, outre le monde ouvrier lui-même, c'est plus largement le travail

* Roland Pfefferkorn est professeur de sociologie, Université de Strasbourg.

des ouvriers et des ouvrières qui a été invisibilisé.

INVISIBILITÉ DU TRAVAIL

La contribution de Louis-Marie Barnier rend compte de l'invisibilité (du moins aux yeux des passagers) des ouvrières, souvent immigrées, du nettoyage de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Cette relative invisibilité est un choix de la direction de l'aéroport, elle a été construite progressivement au cours des dernières décennies. La contribution montre en même temps qu'en cas de grève, les travailleurs et travailleuses du nettoyage accèdent brutalement à la visibilité. En effet, quand la cabine est sale, quand le travail de nettoyage n'est pas effectué, tout le monde réalise que la propreté des cabines est le résultat du travail d'une catégorie de personnel. Mais pire encore, toute la chaîne de production de l'aéroport risque d'être bloquée et les décollages ne peuvent s'effectuer. Bien qu'initialement divisés et fragmentés dans différentes sociétés sous-traitantes, la capacité de blocage des travailleurs de ce secteur leur permet en effet de dépasser les divisions et d'arracher des accords avec les entreprises sous-traitantes pour améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires.

Enfin, Raymond Chauveau expose dans le détail les ressorts des mobilisations des ouvriers immigrés sans papiers travaillant dans différents secteurs d'activités, notamment dans diverses entreprises du secteur du nettoyage de la région parisienne. Ces travailleurs « *de l'ombre* », étrangers, sans papiers, généralement soucieux de ne pas se faire repérer, passent sous les feux des projecteurs médiatiques et deviennent socialement visibles, grâce à leurs mobilisations : manifestations de rue, occupations de leurs lieux de travail, etc. Du coup ils sont visibles à la fois pour eux-mêmes, pour l'ensemble de leur communauté de travail, mais aussi pour l'employeur, les administrations publiques et plus largement l'ensemble de la société. Ces textes contribuent ainsi à explorer ce que Stéphane Beaud appelle « *les angles morts de la sociologie française* »^{1/}.

Ces catégories de travailleurs, ici plus particulièrement les ouvrières immigrées du nettoyage aéroportuaire, et les travailleurs d'un nombre croissant de secteurs d'activités, connaissent des conditions de travail et de rémunération dégradées non seulement en raison de la dévalorisation ancienne du type de travaux effectués, mais aussi suite à la généralisation de la sous-traitance et du recours massif à l'intérim, notamment dans des secteurs comme le bâtiment. Ces salariés ont en commun de travailler dans des secteurs qui ont été fragilisés, au cours des vingt dernières années. Les ouvrières du textile par exemple ont été particulièrement affectées par les processus de délocalisation dès les années 1960-1970. À cette époque les classes populaires – que tout le monde appelait la classe ouvrière – occupaient encore le devant de la scène, elles en ont disparu symboliquement à partir de la fin des années 1970, occultées dans le discours médiatique, politique, et même sociologique, par l'émergence d'une

^{1/} Stéphane Beaud, Josph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La Découverte, 2006. Cet ouvrage questionne notamment l'invisibilité de certaines catégories sociales.

LA RÉSISTANCE VISIBLE DE TRAVAILLEURS INVISIBLES

mythique classe moyenne^{2/}. Il n'y aurait plus qu'un ensemble disparate d'individualités et d'agrégats conjoncturels. L'entreprise de lingerie de luxe, où travaillent les ouvrières, fait partie des dernières entreprises du secteur à produire encore en France.

Afin de faire des économies sur les frais de main-d'œuvre, ces entreprises ont massivement arrêté, ou du moins limité, leur production en France et l'ont exportée dans des pays du Sud, ou, depuis la « chute du Mur », de l'Est, où les salaires sont nettement plus bas, où la main-d'œuvre dispose de beaucoup moins de droits et est plus « docile » au yeux des patrons. Les délocalisations se sont multipliées ces dernières décennies dans l'ensemble des pays du Nord, tant aux États-Unis qu'en Europe, en direction des pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe de l'Est, du Maghreb, de la Chine, etc.

En revanche, certains secteurs d'activités, et certaines professions plus que d'autres, ont comme point commun d'employer une proportion élevée, voire majoritaire de travailleurs étrangers, très fréquemment démunis de titres de séjour. L'anthropologue Emmanuel Terray qualifie ce phénomène de « *délocalisation sur place* »^{3/}. Le recours au travail des étrangers sans papiers permet en effet de reconstituer « sur place », dans nos villes, dans nos champs ou sur nos chantiers, les conditions qui sont celles de la main-d'œuvre dans les pays du tiers-monde. Les salaires sont plus bas, les protections réduites au minimum : pas de droits syndicaux, des conditions de travail difficiles, un temps de travail plus long, des horaires atypiques et « flexibles », des contrats en matière de salaire non respectés parce que les paiements se font souvent de la main à la main, etc. Les conditions de travail et de rémunération ressemblent à celles de là-bas, mais les exigences sont celles d'ici.

Les politiques dites de « maîtrise des flux migratoires » mènent ainsi à des formes d'exploitation des étrangers dans le domaine du travail mais également dans tous les autres aspects de la vie : logement, déplacement (filières de passeurs), liberté (d'aller et venir) et dignité. La pression administrative, par exemple les contrôles d'identité sélectifs, permet ainsi d'avoir une catégorie de travailleurs fragilisés, vivant fréquemment dans la peur, bref, sans droits. Mais la grève permet de casser l'invisibilité, de vaincre les peurs, de lutter contre la complicité objective qui unit le gouvernement et le patronat des secteurs d'activité concernés mais aussi, paradoxalement, de s'appuyer sur une fraction du patronat qui a un besoin impératif de cette main-d'œuvre.

Les secteurs d'activités dans lesquels la part des travailleurs sans-papiers est particulièrement importante sont les suivants :

■ *le bâtiment et les travaux publics* (BTP), principalement chez les sous-traitants ;

^{2/} Sur l'éclipse des classes dans la sociologie française, mais aussi états-unienne, allemande et anglaise, voir Roland Pfefferkorn, *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classe, rapports de sexe*, Paris, La Dispute, 2007, p. 31-199.

^{3/} Voir Emmanuel Terray, « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place » in E. Balibar, M. Chemillier-Gendreau, J. Costa-Lascoux, E. Terray, *Sans-papiers : l'archaïsme fatal*, La Découverte, 1999.

INVISIBILITÉ DU TRAVAIL

■ *l'hôtellerie et la restauration* : selon E. Terray, en général la salle est en situation « régulière », la cuisine est « partagée » (le chef cuisinier est régulier, mais ses aides ne sont pas réguliers) et la plonge est pratiquement toujours composée de travailleurs « irréguliers » ;

■ *la confection* : l'industrie parisienne de la confection et du prêt-à-porter fait largement appel à une main-d'œuvre chinoise surexploitée. Aujourd'hui, une part croissante de ces travailleurs chinois se rebelle et réclame des papiers et des droits ;

■ *les services à la personne* (par exemple les différents types d'emplois à domicile – femme de ménage, garde d'enfants ou de personnes âgées – mais aussi les emplois en institutions de prise en charge des personnes âgées) ;

■ *l'agriculture* (en particulier les activités saisonnières) ou encore le secteur du nettoyage au sens large du terme, dans lequel s'effectue le « sale boulot ».

Ce qui rassemble ces secteurs c'est le fait que physiquement, matériellement, ils ne peuvent pas être délocalisés. Un chantier du bâtiment doit être là où l'immeuble sera utilisé par les usagers, un restaurant doit être là où se trouvent les clients. Les services à la personne ont lieu là où se trouvent les personnes, et l'agriculture saisonnière là où sont les champs.

Dans sa contribution, « Lutte contre l'invisibilité, lutte invisible ? Femmes du nettoyage avion et résistances collectives », Louis-Marie Barnier s'intéresse à une autre « zone d'ombre » dans laquelle un ensemble de travaux ignorés sont mis en œuvre dans l'espace aéroportuaire. Il montre notamment comment au cours des dernières décennies s'est construite socialement l'invisibilité du travail de nettoyage (ou du portage de bagages).

Aujourd'hui les travailleuses et travailleurs qui réalisent le nettoyage (mais aussi ceux qui assurent le chargement de l'avion ou le *cathering* ou qui transportent les bagages) n'apparaissent pas directement aux yeux des passagers : ils sont sous l'avion, dans les soutes de la cabine ou les galeries de l'aéroport. Tout est organisé pour rendre invisible cet ensemble de travaux, y compris en interdisant à ces travailleurs tout contact avec les passagers.

De plus, à partir des années 1980, les grandes compagnies aériennes ont confié ce type d'activités à la sous-traitance, avec des conséquences négatives sur les salariés. Désormais, comme dans d'autres secteurs du nettoyage, les salariés du nettoyage aéroportuaire sont principalement des femmes (et des hommes) immigré-e-s. Le nettoyage comme activité professionnelle est encore davantage dévalorisé, socialement et économiquement, et il revient à une main-d'œuvre peu ou pas qualifiée, issue des fractions de classes les plus mal loties.

L'analyse du nettoyage en termes de rapports sociaux de sexe, de race et de classe mise en œuvre par Natalie Benelli permet de souligner les divisions internes qui structurent le métier. Elle montre à partir d'une enquête réalisée en Suisse que les nettoyeuses et nettoyeurs font tous un « sale boulot ». Mais leurs tâches ne sont pas forcément toutes sales et les conditions de travail et

LA RÉSISTANCE VISIBLE DE TRAVAILLEURS INVISIBLES

d'emploi sont différenciées. Les femmes se voient en général assigner le nettoyage considéré comme non qualifié ; le travail le plus précaire, le moins bien payé et le plus émietté est l'apanage des femmes immigrées ; les hommes immigrés se préservent mieux du sale boulot tel le nettoyage des toilettes et ont plus de chances d'occuper des postes d'inspecteur de sites ou de chef d'équipe, mais ils subissent également la précarité du nettoyage sous-traité.

Ce sont les hommes suisses qui ont le plus de chances d'avoir un emploi à plein temps dans le nettoyage qualifié. Mais *« les nettoyeuses femmes, désavantagées par l'association de leur activité professionnelle avec le travail domestique, supportent mieux un métier qui cumule les caractéristiques négatives d'un travail féminin – sans que le fait qu'elles vivent mieux leur travail ne légitime la position subordonnée qui les assigne au boulot le plus sale^{4/}. »*

La propreté est une valeur fondamentale des sociétés riches et industrialisées, mais le nettoyage est un boulot sale. C'est un travail touchant à la saleté et à ce qui dégoûte : car son accomplissement implique de se salir les mains. Mais, plus on s'élève dans la hiérarchie sociale et professionnelle, moins les personnes sont confrontées à la nécessité de se salir les mains, c'est-à-dire de s'occuper elles-mêmes de l'élimination de la saleté. *« La question de savoir qui doit nettoyer et qui peut s'en préserver revêt donc une importance. La ligne qui sépare les personnes qui nettoient et celles qui ne nettoient pas traverse les rapports sociaux de sexe, de classe et de race : dans la sphère privée, les hommes gardent plus facilement les mains propres que les femmes, les femmes des classes aisées plus facilement que les femmes des classes populaires et les femmes migrantes ; dans la sphère professionnelle, les autochtones se préservent mieux que les étrangères, les personnes qualifiées mieux que celles sans qualification reconnue sur le marché de l'emploi^{5/}. »*

Dans les aéroports, le nettoyage a comme objectif d'éliminer la saleté laissée par la rotation antérieure afin d'assurer le confort des passagers. Mais l'activité ne se déroule jamais sous les yeux des passagers. On retrouve le même processus dans le transport ferroviaire en Europe. Par contre au Japon les équipes de nettoyeurs et nettoyeuses assurent la propreté des trains rapides sous les yeux des passagers alignés prêts à embarquer, et cela en un temps record et avec un résultat impressionnant.

Mais le nettoyage assure aussi une fonction symbolique : la propreté exprime en effet aussi l'attention accordée à la sécurité par l'entreprise de transport. Ces travailleurs invisibles du secteur aéroportuaire, comme ceux des entreprises de nettoyage, ne parviennent finalement à la visibilité qu'en cas d'arrêt de travail. C'est un peu comme pour le ménage dans la sphère

^{4/} Voir Natalie Benelli, « Divisions sexuelle et raciale du travail dans un sale boulot féminin. L'exemple du nettoyage en Suisse », *Raison pré-*

sente, n° 178, dossier : Articulation des rapports sociaux : classes, sexes, races, 2011 (à paraître).

^{5/} Ibid.

INVISIBILITÉ DU TRAVAIL

domestique qui ne se voit que quand il est mal ou pas fait. Le nettoyage dans les aéroports ne se voit qu'en cas de grève. Alors les avions ne sont pas nettoyés, et quand ils sont sales le commandant de bord peut refuser d'assurer le vol, considérant la sécurité mise en jeu. De même les passagers peuvent refuser d'entrer dans une cabine non nettoyée.

Les menaces de fermeture de l'usine, les risques encourus en raison de l'absence de titre de séjour (placement en centre de rétention ou reconduite à la frontière) ou l'éparpillement des salarié-e-s dans de petites unités sous-traitantes sont des facteurs qui rendent *a priori* difficiles d'éventuelles mobilisations collectives. Pourtant, dans les trois situations étudiées par les auteurs des contributions, les travailleurs fragilisés se mobilisent ; les uns organisent des manifestations défensives, en vue de sauver des emplois menacés de disparition, ou à défaut d'obtenir au moins des compensations financières jugées satisfaisantes ; les autres mènent des actions revendicatives afin d'améliorer des conditions de travail ou de rémunération, ou d'éviter une dégradation continue de ces dernières ; enfin, dans le cas des travailleurs sans papiers le facteur déclenchant des grandes mobilisations a été un contrôle de police dans une blanchisserie. Avec l'appui de la CGT, ces travailleurs organisent des occupations d'entreprises, non pas pour obtenir satisfaction sur des revendications économiques ou portant sur les conditions de travail, mais en vue de faire pression sur les pouvoirs publics afin d'obtenir des papiers en règle.

Ces travailleuses et travailleurs touchés par différentes formes de précarité peuvent donc sembler démuni-e-s en termes de capacités de mobilisation^{6/}. Mais, l'étude de l'action syndicale et des mobilisations « improbables » récentes dans différents secteurs (chantiers navals, complexe pétrochimique, équipementiers automobiles, poste, etc.) permet de mieux comprendre comment par exemple les résistances au sein du secteur du nettoyage ont pu se développer malgré la forte présence de salariés sans-papiers, la faiblesse des qualifications, la fréquence du multi-emploi, la féminisation du secteur ou le relatif isolement des travailleurs^{7/}.

Dans des cas étudiés par d'autres chercheurs, comme dans les exemples présentés ici, on peut notamment relever des relations paradoxales entre les

^{6/} Sur les difficultés spécifiques quand il s'agit de construire un collectif féminin et plus largement sur l'importance de la construction du collectif, voir notamment Philippe Cardon, Danièle Kergoat, Roland Pfefferkorn (dir.), *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*, Paris, La Dispute, 2009.

^{7/} Voir Sophie Bérout et Paul Bouffartigue (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?* Paris, La Dispute, 2009. Voir notamment la troisième partie : « Les dynamiques de la mobilisation », p. 185-304.

LA RÉSISTANCE VISIBLE DE TRAVAILLEURS INVISIBLES

formes de précarité et le type de mobilisations. Raymond Chauveau montre notamment que la production des solidarités entre travailleurs sans-papiers est elle-même un enjeu de luttes et qu'elle implique y compris une bataille sur le plan sémantique^{8/}. D'autres auteurs ont récemment étudié ces processus de précarisation mais aussi les formes de solidarités qui se développent aussi bien parmi les précaires qu'entre précaires et stables^{9/}. Ces processus n'ont cependant rien de fondamentalement nouveau. C'est ce que montrent des études historiques portant sur les professions les plus diverses (dockers, bûcherons, employés du commerce)^{10/}.



^{8/} Jusqu'alors on parlait des « sans papiers », désormais on parlera des « travailleurs sans papiers ».

^{9/} S. Bérout et P. Bouffartigue (dir.), *op. cit.* Voir les contributions de Patrick Cingolani et de Christian Dufour et Adelheid Hege, respectivement intitulées : « Ce qu'il y a de nouveau dans le travail précaire : entre réflexion savante et questionnement

politique », et « Les syndicats face aux processus d'insécurité des statuts d'emplois », p. 59-89.

^{10/} S. Bérout et P. Bouffartigue (dir.), *op. cit.* Voir notamment les contributions de Michel Pigenet et Anne-Sophie Beau, p. 21-76.